

La Lettre du C.D.T.S.

ISSN 1240-0069 C.F.P.A.P. 721171

BULLETIN DU RESEAU

# 2<sup>e</sup> COMBAT SYNDICALISTE

50 ans

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail 10 francs - N° 41  
section de l'Association Internationale des Travailleurs Juillet-Aout 96



# 50 ans de CENT

## Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T.  
Alberto Palacios 2,  
28021 Madrid-Espagne

## Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est l'agent d'exécution et de liaison de la CNT, pour tout contact sur le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P.116  
72 003 Le Mans Cedex

## Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la CNT. Elles regroupent les divers syndicats & Unions Locales d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

### U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 1303  
37013 Tours  
(Secrétariat Régional).

### U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 511  
64010 Pau Cedex  
(Secrétariat Régional).

### U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Remesy  
31000 Toulouse  
(Secrétariat Régional).

### U.R. Méditerranée:

C.N.T., Vieille Bourse  
du Travail, 13 rue de  
l'académie,  
13001 Marseille  
(Secrétariat Régional).

### U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,  
14019 Caen Cedex  
(Secrétariat Régional).

### U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT  
CTA d'Amiens, rue  
Dejean, 80000 Amiens.

### Dans l'Est:

C.N.T., B.P. 343, 25207  
Montbéliard Cedex

### En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405  
St Martin d'Heres Cedex

Il y a cinquante ans, la Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs était créée. Ceux qui en furent les initiateurs le firent avec enthousiasme même s'ils avaient une conscience aiguë des difficultés qu'ils allaient rencontrer. Les articles publiés alors dans *Le Combat Syndicaliste* en portent témoignage.

Cinquante ans après, il est évident que le projet initial (construire une organisation anarcho-sindicaliste de masse) ne s'est pas concrétisé. Il convient d'analyser ce fait, sans oublier combien il est lié à tout un contexte social et syndical ainsi qu'à des choix stratégiques. L'article "50 ans de syndicalisme" est un apport dans ce sens.

Ceci dit, la question qu'il faut se poser, est celle de la pertinence du projet cénétiste à l'heure actuelle.

En 1946 c'est en considérant que la société était divisée en classes antagoniques et que la classe des producteurs ne pouvait changer la vie qu'à la condition de se doter d'une organisation révolutionnaire autonome que la C.N.T. a été créée.

En 1996, les mercenaires de l'idéologie dominante (média, pseudo-philosophes et autres "penseurs" aux ordres) s'évertuent à nier l'existence de la lutte des classes.

Mais que sont donc le chômage, la précarisation, tous ces gens jetés à la rue, la tiers-mondialisation des villes, ... sinon les cuisantes traductions d'une lutte dans laquelle la classe possédante nous dépouille d'une main de fer ?

La lutte des classes n'a donc pas disparu, elle a même retrouvé ses aspects les plus carnassiers, comme en plein XIXème siècle, du fait en particulier de la déliquescence des organisations ouvrières, de la concentration et du développement transnational du capitalisme.

Aujourd'hui comme hier, la seule possibilité de résister c'est de s'unir en gardant la maîtrise de l'organisation et des luttes. La seule façon de ne pas se dévoyer, c'est d'avoir une orientation claire. C'est pourquoi le projet anarcho-sindicaliste est, sur le fond, d'une totale actualité.

Quand à la forme que doit prendre ce projet, la C.N.T. a affirmé dès son début qu'elle était évolutive; puisque le syndicalisme "image de la vie en perpétuel mouvement ne saurait lui-même stagner" (Pierre Besnard, "l'Ethique du Syndicalisme"). Dire que la C.N.T. est en mouvement ne revient pas du tout à dire que nous sommes prêts à avaler un de ces "prêts-à-penser" qui sont successivement à la mode dans tel ou tel milieu.

Au contraire, grâce aux expériences faites, avec des éclairages variés (sociologiques, juridiques,...) nous n'avons pas hésité à prendre le contre-pied de ce que fait tout le monde chaque fois que cela nous semblait justifié. C'est ainsi que la C.N.T. a pris position, en Congrès, contre la participation à toute élection professionnelle.

Il ne s'agit là que d'un exemple, et, même si beaucoup d'axes n'ont pas encore trouvé une formulation aussi achevée, toutes les réflexions sur l'évolution de la composition de la classe exploitée (qui, au delà des "travailleurs" comprend les chômeurs, les précaires, et tous ceux qui se trouvent marginalisés), sur les rouages économiques, sur les principaux phénomènes sociaux... toutes les expériences accumulées au fil des ans sur la manière de mener des luttes en entreprises et dans les quartiers, sur la façon d'assurer une approche aux problèmes, comme sur la traduction de nos orientations dans notre propre fonctionnement interne (intercorporatisme, fédéralisme, réseau de presse...), constituent un fond assez considérable d'idées et de pratiques, cohérentes entre elles, qui continueront certes à évoluer, mais qui peut et qui doit permettre l'expansion de nos idéaux.

"Il faut être prêt à tous les sacrifices. Si cela est nécessaire employez différents artifices : la ruse, la tromperie, les méthodes illégales, le silence, la dissimulation de la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats et d'y développer à tout prix l'activité communiste" écrivait Lénine dans "La maladie infantile du communisme" en 1920, à destination des partisans du Komintern.

## Ruses, tromperies & dissimulation.

De la révolution russe à nos jours les ordres de Lénine, en particulier celui rappelé ci-dessus, ont imprégné la pratique constante de tous les militants marxistes-léninistes dans le mouvement syndical ou associatif. Une bonne part de l'histoire sociale de notre pays peut s'expliquer par l'application que firent les léninistes de cette consigne.

Les militants du P.C., mais aussi des différentes sectes gauchistes, ont systématiquement pratiqué cette tactique d'infiltration et de magouille à la C.G.T., à la C.F.D.T., à F.O., à l'U.N.E.F., à la F.E.N. et partout ailleurs où ils se sont trouvés... empêchant toute prise en main du mouvement social par les travailleurs eux-mêmes.

Les libertaires, qu'ils aient été organisés ou pas, n'ont le plus souvent opposé à ces spécialistes du mensonge et de la manipulation que des idées généreuses et souvent, sur le plan pratique, une étonnante naïveté. L'histoire des cinquante dernières années est malheureusement exemplaire sur ce point. A commencer par les années 1946/48, époque cruciale pour le mouvement ouvrier, puisqu'après la guerre et la résistance, il s'agissait de reconstruire le syndicalisme.

## 1946, création de la C.N.T.

La C.N.T. qui se crée alors, forte des expériences ac-

cumulées par ses militants, tant en France (de la C.G.T. à la C.G.T.S.R.) qu'en Espagne (avec la Révolution du 19 juillet 36), refonde le véritable syndicalisme révolutionnaire auquel elle donne une expression claire avec la Charte de Paris (1946). Cette Charte qui sert aujourd'hui encore de base aux militants anarcho-syndicalistes, rejette en particulier fermement et définitivement toute intrusion des partis politiques dans le champ syndical et toute possibilité de collusion avec eux.

A la Libération, alors que la C.G.T., en bonne courroie de transmission du P.C.F., applique une politique d'union nationale avec les patrons, la C.N.T. connaît des débuts prometteurs. De grandes grèves à Renault, à Berliet, et dans d'importants secteurs d'activité portent sa marque. La combativité ouvrière était alors grande et l'espoir réel.

## Bloc contre bloc.

Cela ne devait pas durer longtemps. A l'initiative de membres influents de la S.F.I.O. (le parti socialiste de l'époque), avec l'appui inconditionnel des dirigeants des U.S.A. (et des financements directs de la C.I.A.), Force Ouvrière est créé en 1948 principalement pour contrebalancer le bloc P.C.-C.G.T. mais aussi pour anéantir toute possibilité révolutionnaire en France.

Pour réussir sur ce dernier point, le bloc S.F.I.O.-C.I.A. avait besoin de complices. Il les trouva facilement chez les pseudo-syndicalistes révolutionnaires regroupés autour de Monatte qui

lui apportèrent une caution "révolutionnaire".

Pour crédibiliser leur démarche, d'un point de vue théorique, Monatte et tous les leaders de F.O. se réclamèrent de la Charte d'Amiens.

## La Charte d'Amiens, cache sexe de la manipulation

Adoptée en 1906 par la C.G.T., la Charte d'Amiens, texte de compromis entre différents courants idéologiques, laisse en pratique carte blanche aux militants des partis politiques pour agir à leur guise dans le syndicat. Ils sont simplement censés laisser leur "casquette politique" à la porte de ce dernier. Une telle position était peut être envisageable en 1906. Y croire en 1946, après les expériences russes, espagnoles et françaises (avec, dans ce cas la prise de contrôle totale de la C.G.T. par le P.C.), dénotait une bonne dose de crétinisme ou d'hypocrisie.

Comment Monatte en effet aurait-il pu ignorer les méthodes de manipulation léniniste, lui qui ne cachait pas avoir été séduit par Trotsky et qui fut, un temps, un des piliers de l'*Huma* et du P.C. ?

Et comment aurait-il pu ignorer que construire de nouveau une organisation syndicale sur les bases du texte d'Amiens, qui avait montré toutes ses insuffisances pendant les quarante années écoulées, c'était mettre le syndicat sous la coupe du parti socialiste et des groupuscules ?

Cette manoeuvre ne pouvait aboutir à terme qu'à la

dégénérescence éthique de Force Ouvrière que nous constatons depuis des années. Mais, dans un premier temps, elle réussit à entraîner dans son sillage de nombreuses personnes, dont beaucoup de libertaires. En se refusant à analyser la situation, en faisant passer leur anticommunisme avant leur anticapitalisme, ces derniers rallièrent F.O., acceptant sa propagande sur "l'unité", la "liberté syndicale", le syndicalisme sans couleur idéologique.... La principale perdante de cette stratégie fut la C.N.T.

En choisissant de se regrouper à F.O., les libertaires de l'époque lui coupaient en effet l'herbe sous les pieds si bien que la C.N.T. s'écrasa peu de temps après avoir commencé son décollage. Quant à l'appellation "syndicaliste révolutionnaire", après qu'il ait bien fonctionné pour attirer les révolutionnaires, on le rangea dans le placard des accessoires devenus inutiles. Monnaie continue à appeler F.O. "notre maison", mais la "maison", pourtant pleine de gauchistes et de libertaires ne fit qu'évoluer, comme tout le monde à pu le constater, vers le réformisme à la vitesse grand V.

Pour être plus complets sur cette période il convient de rappeler qu'outre les libertaires qui rallièrent massivement F.O., d'autres, et non des moindres, adhérèrent à la C.G.T. (notamment dans l'industrie de la presse).

## L'échec des stratégies unitaires et angéliques.

S'il faut tirer une leçon de cette période, c'est bien l'échec cuisant des stratégies basées sur le principe de la "charte d'Amiens" c'est-à-dire sur le mythe de l'unité ("aller là où sont les travailleurs") et sur le refus de construire une organisation clairement anarcho-syndicaliste.

L'angélisme qui conduit à vouloir ignorer les manipulations qu'exercent tous les politiciens dès qu'on les laisse péné-

trer dans les syndicats est une erreur tragique. Et toute union qui ne se fait pas sur un accord de fond aboutit au même résultat catastrophique pour nos idées.

En effet, la présence des libertaires, même et surtout lorsqu'ils étaient majoritaires dans certains syndicats des "grandes centrales" (comme dans celui des correcteurs) n'a fait qu'avaliser pendant cinquante ans toute les crapuleries de la direction stalinienne de la C.G.T. et toutes les corruptions et compromissions de F.O. La présence des libertaires n'a pas infléchi le moins du monde le cours des choses. Elle a simplement permis aux directions de se parer des plumes de la démocratie.

S'il est vrai que des militants "révolutionnaires" y trouvèrent de réels avantages personnels (en devenant eux-mêmes permanents par exemple), peut-on nous dire ce que le mouvement ouvrier a, dans son ensemble, gagné à une telle stratégie? Rien. Il y a même beaucoup perdu.

La situation extrêmement difficile que vit une partie croissante de la population aujourd'hui, la méfiance des travailleurs vis-à-vis du syndicalisme et par tant la rareté des luttes dans les entreprises du secteur privé, sont quelques unes des conséquences de ces stratégies calamiteuses.

## Rebelote avec la C.F.D.T.

En Mai 68, une nouvelle génération découvrait la lutte sociale, dans une ambiance teintée d'anarchisme. L'autogestion était redevenue une idée neuve, la critique des institutions aussi.

La C.F.D.T., qui venait à peine de se laïciser et n'était qu'une organisation très moyenne par la taille et sans crédibilité dans le mouvement ouvrier (du fait en particulier

de sa connotation de syndicat chrétien soumis au patronat) renouvela avec succès la stratégie de F.O. d'après guerre. Elle ouvrit ses portes à double battant aux gauchistes, aux libertaires, à tous les révoltés. Ceux-ci firent le travail sur le terrain. Mais les bureaucrates, en particuliers ceux du P.S., tenaient bien en main les manettes du pouvoir dans une organisation qui, malgré sa propagande, ne fut jamais autogestionnaire dans son fonctionnement. Au fur et à mesure de leurs besoins, ils purgèrent la C.F.D.T. de tous ses éléments contestataires.

## De l'opportunisme politique à la corruption.

Pendant cinquante ans la C.G.T., F.O. et par la suite la C.F.D.T. n'ont offert aux travailleurs qu'une caricature du syndicalisme tel que, pour notre part, nous le concevons.

Les "grandes centrales" n'ont jamais hésité quand besoin était, à piller nos idées, notre vocabulaire, mais c'était uniquement à des fins publicitaires.

On se souvient d'Edmond Maire (chef de la C.F.D.T.) se réclamant ouvertement de



L'Ouvrier syndical et son patron

l'anarcho-syndicalisme et d'André Bergeron (chef de F.O.) embrassant à la tribune de son congrès un des militants anarchistes les plus connus d'alors. Mais quels qu'aient été leurs discours, les uns et les autres se sont toujours positionnés non comme des militants ouvriers mais comme des "responsables", des professionnels du syndicalisme unis dans une mafia par intérêt.

Et, chaque fois qu'il s'est agi de défendre ces intérêts, les luttes intestines ont cessé et les étiquettes les plus diverses ont joué l'union sacrée.

A Force Ouvrière, la droite extrême s'allie avec les anars, avec Arlette Laguiller (Lutte Ouvrière) ainsi qu'avec les membres d'un bien curieux "Parti des travailleurs". Emmenés par Claude Jenet, ces soi-disant trotskystes tirent leur force de la sécurité sociale dans laquelle ils détiennent actuellement des sinécures, rémunérées autour de 20 000 Francs par mois au frais de la collectivité.

La sourde lutte qui oppose depuis des mois la C.F.D.T. et F.O. pour les présidences de l'U.N.E.D.I.C ou de la C.N.A.M. n'a pas d'autre enjeu que de remplacer aux meilleurs emplois les membres d'une mafia par ceux d'une autre. La clique qui l'emportera sera celle qui s'avilira le plus pour obtenir les voix du patronat. En effet, ces voix sont indispensables pour être élu aux présidences. On imagine ce que pèsent les intérêts des travailleurs, des chômeurs et de tous les exploités dans ces tractations malsaines !

La corruption dans les grandes centrales est généralisée. On voit même se constituer des dynasties de syndicalistes professionnels, comme les Hébert, père et fils, qui se succèdent en Loire Atlantique.

Et, tandis que les travailleurs se demandent à quelle sauce ils vont être mangés, Alexandre Hébert, Lambert (chef du Parti des travailleurs) et Marc Blondel dinaient encore tranquillement avec Jacques

Chirac à la veille des grèves de décembre 95 comme l'a révélé le journal "Le Monde".

Parallèlement, à la C.G.T. comme à F.O., des affaires de fausses factures et de trafic d'influence impliquant d'importants dirigeants des syndicats du livre et de la sécurité sociale, éclatent au grand jour.

Les stratégies léninistes de prise de pouvoir dans les syndicats ont conduit les cadres politiques de l'opportunisme à la corruption pure et simple.

Cette corruption a permis, entre autres, une remontée spectaculaire de l'extrême droite en France, au sein même des populations ouvrières qui, même si elles n'ont pas été capables de l'analyser, en ont constaté les conséquences. Dans ce sens, la voyoucratie politico-syndicale a fait le lit de Le Pen qui a beau jeu aujourd'hui de la dénoncer.

## Drôle d'anarcho-syndicalisme

Pour fuir leurs responsabilités, les plus malin se réfugient aujourd'hui dans un nouveau discours, teinté d'anarcho-syndicalisme. C'est une nouvelle casquette, qu'ils pensent transformer en bouclier, pour éviter d'avoir à rendre compte de leur "gestion" du syndicalisme pendant un demi-siècle.

Des "personnalités" comme Hébert, des regroupements de syndicats comme le S.U.D., des "trotskystes" comme le Parti des travailleurs déclarent déjà avoir des tendances anarcho-syndicalistes ! On voudrait nous refaire le coup de F.O. et de la C.F.D.T. qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

A nous de leur signifier qu'il n'en est pas question et que la magouille, la collaboration de classes, la collusion avec les partis politiques, le mensonge, la dissimulation sont des pratiques tout à fait étrangères à l'anarcho-syndicalisme.

## Quelle stratégie à l'aube du 3ème millénaire?

A l'aube du troisième millénaire, la question qui se pose aux libertaires et à tous ceux qui veulent une société débarrassée de l'exploitation n'est pas de participer à la sauvegarde des dinosaures du syndicalisme et de la politique mais au contraire de construire une organisation totalement indépendante sur les bases de l'anarcho-syndicalisme.

Au cours de toutes ces années, les militants de la C.N.T. ont démontré, certes à petite échelle mais un peu partout, la faisabilité du projet anarcho-syndicaliste à la fois dans les lieux de productions (industriels, agricoles, intellectuels) comme dans les lieux de vie. Ils se sont confrontés au terrain. Ils ont tiré les conséquences des difficultés, y compris sur le plan interne. Ils ont également démontré qu'une organisation syndicale pouvait vivre selon des principes libertaires.

Tous les conglomerats syndicaux, toutes les formules d'alliance, d'unité avec ceci ou cela ont été essayées au cours du demi-siècle écoulé. Toutes ont échouées. Nous pensons qu'il est temps de mettre en oeuvre, cette fois ci à grande échelle, collectivement, une formule depuis trop longtemps en souffrance : celle qui consiste à construire réellement la C.N.T. et l'A.I.T.

OM & X.F.



- Elle est démocrate chrétienne ; parce qu'elle est la fille de son père, Jacques Delors.
- Elle est énarque ; parce qu'elle a réussi le concours.
- Elle a créé la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) parce qu'elle dit qu'il faut se re-trousser les manches et se bouger : on y trouve Gandois (patron du C.N.P.F.), Trigano (Club Med), Riboud (Danone), Bébéar (Axa)... Ils ont créé l'an dernier, pour lui faire plaisir, 126 emplois dans les banlieues ; parce que c'est médiatique... tout en licenciant des milliers en douce, ailleurs ; parce que la charité ne doit pas empêcher les affaires.
- Elle fait partie du Club Marbella (avec les précités) qui, tous les deux ans, organise une croisière privée avec les décideurs qui sont capables de préparer l'avenir du pays et parce que, tranquille, sur un bateau, on réfléchit mieux.
- Elle est au parti socialiste ; parce qu'il faut bien "s'encarter".
- Elle a également créé le mouvement "Agir" qui rassemble des libéraux modérés, des socialistes réalistes, des communistes ex-renovateurs-reconstructeurs-refondateurs ; mais aussi ses potes, pontes de la C.F.D.T. et tous les bien-pensants qui ont soutenu le plan Juppé ; parce que, quand-même, pour arriver, il faut bien créer un réseau.
- Tous les spécialistes sont sûrs qu'entre 1998 et 2003 elle parviendra à décrocher un poste de premier ministre et, peut-être, le boulot de président (de la République, bien sûr) ; parce qu'elle bosse, qu'elle veut arriver, qu'elle est médiatique et qu'elle le mérite.
- Tout ça n'a absolument aucune importance. Cependant, si vous avez dans vos proches ou relations quelqu'un qui encense Martine AUBRY, rappelez-lui qu'en juillet 1992, alors ministre du travail, elle a mis en place l'Allocation Unique Dégressive qui fait que, tous les quatre mois, l'allocation chômage baisse de 17 % ! Parce que, quand même, faut pas déconner.

Castel.

D'après Annick Coupé, Secrétaire Générale de S.U.D. (rien que ça ....) S.U.D. a des perspectives : consacrer son implantation au delà des P.T.T. et unir les Dix (F.S.U., C.R.C., S.U.D., etc...) non pas dans une nouvelle confédération, mais dans **une alliance** qui s'appellerait Solidaire et Unitaire.

**E**lle se défend de vouloir diviser, affirme que la centrale unique des travailleurs est un mythe et que la pluralité syndicale n'est pas antagonique avec **l'unité**. Mais où se fait l'unité, chère Annick ? Dans des cartels de syndicats, histoire de mieux contrôler les masses, ou bien dans les comités de grève plus représentatifs ?

Bien évidemment, le syndicat unique, divisé en fractions ou tendances rivales (voir l'histoire de la C.G.T.) revient de fait à plusieurs confédérations.

Par ailleurs, notre Perrette distribue sa volée de bois vert à :

- la C.F.D.T., futur pivot d'une recomposition réformiste, centriste et collabo avec la C.F.T.C., l'U.N.S.A. et une fraction de F.O.,

- Force Ouvrière, divisé par les fractions internes du R.P.R. en passant par les trotskistes du P.T., qui serait en situation d'explosion,

- la C.G.T. qui voit d'un mauvais oeil S.U.D. frayer les mêmes poissons qu'elle.

Bien, tout cela reste dans le flou artistique, l'illusion, la naïveté où les bonnes intentions jouent leur rôle alors que cela pue la démagogie, l'incohérence, la magouille ou la grosse ficelle pour électeurs.

Annick prétend le S.U.D. autogestionnaire, et déclare que la bataille pour les revendications immédiates est réformiste, condamnant ce type de syndicalisme à ne négocier que le taux d'exploitation.

S.U.D. va donc au delà, se déclare anti-libéral, pour le socialisme autogestionnaire. Elle dit bien que S.U.D. est pour une transformation sociale. Et là, el-

le rejoint partiellement l'analyse des anarcho-syndicalistes, "marcher sur ses deux pieds", négocier le taux d'exploitation quand on est faible, détruire le capitalisme quand on est fort. S.U.D. aurait-il saisi les incohérences du "syndicalisme révolutionnaire" ou alternatif, du stalinisme, du lénino-trotskisme pour qui le syndicalisme est juste bon à négocier les conditions de travail dans le cadre capitaliste, le limitant à un rôle d'arrière-garde, unitaire, courroie de transmission des partis politiques et champ-clos des rivalités en tous genres ?

Mais le vernis libertaire craque rapidement et Annick change de peau. Elle déclare que S.U.D. n'a pas à se situer sur le terrain politique : c'est aux partis qu'il appartient d'élaborer un programme social et au gouvernement de gérer et de décider. Où est l'autogestion dans tout ça ?

Car, elle peut bien railler F.O., elle qui reconnaît que "S.U.D. est animé principalement par des militants de gauche" (qui veulent refaire le coup du programme commun), "des militants de droite" (sans doute anticapitalistes...) et "des militants d'extrême droite" (dont nous connaissons tous l'attachement aux idéaux socialistes !). Bref, S.U.D. sent déjà l'explosion.

Pour nous, l'autogestion suppose l'action et la démocratie directe et la mise en place dans l'organisation de ces concepts. Mais S.U.D., si petit, ne s'autogestionne point et déjà, délégués et permanents en constituent l'ossature. Je crains que S.U.D., S.U. ou ex-néo PSU ne suive le chemin de la C.F.D.T., de F.O. ou de la C.G.T. : organisations bureaucratiques, hiérarchisées, qui vendent de la soupe aux travailleurs. C'est du déjà vu. Il est temps de couper le vieux remake de l'éternel retour de la démagogie.

Adh. U.I. CAEN

(infos tirées d'un entretien d'Annick Coupé dans Ouest France).





## avis a la population

# Reseau de SOLIDARITE Ville-Campagne

**F**ace à une société qui nous divise pour mieux nous exploiter, qui nous isole pour empêcher tout échange et toute communication, qui nous misérabilise sur tous les plans, ... des chômeurs, des paysans, des citoyens s'organisent pour résister et créer un réseau de solidarité ville-campagne qui s'articule sur l'échange d'informations, de savoirs, de productions en rejetant tout mercantilisme.

L'expérience a déjà débuté voici quelques semaines.

Le 14 juillet, les initiateurs du projet vous invitent à venir faire un premier point avec eux, à venir amener vos idées, vos critiques, vos propositions sur un des lieux où l'expérience se déroule actuellement.

La rencontre, à l'initiative des compagnons de la Section chômeurs - précaires de la C.N.T. de Toulouse, de la C.N.T. de l'Ariège et du Sud de la Haute-Garonne aura lieu :

**Dimanche 14 JUILLET à partir de 15 heures  
à MONTOLIEU ST BERNARD  
(près de la piscine GALLO-ROMAINE).**

(Montoulieu se trouve près d'AURIGNAC, commune, que l'on peut joindre par BOUSSENS, à partir de la Nationale 117.

Des voitures seront partantes de Toulouse pour s'y rendre. Nous contacter)

### CAMPING

La première semaine d'août aura lieu le camping de la C.N.T. (National) Chaque année, ce camping est, dans un cadre convivial, un lieu d'échange et d'information.

Les personnes intéressées pour y participer sont invitées à prendre contact avec la C.N.T. de Toulouse.

### ZO D'AXA

Du 8 juillet au 15 septembre (\*1) le Musée Jaurès de CASTRES (Tarn) présente l'exposition : Autour de ZO d'AXA, l'engagement d'un intellectuel et la bohème artistique libertaire au tournant du siècle.

De son vrai nom Alphonse Gallaud de la Pérouse, ZO d'AXA est né à Paris en 1864. Déserteur en Belgique, en Suisse et en Italie, il fonde lorsqu'il est amnistié, le journal L'ENDEHORS qui sera connu pour ses qualités : non conformiste, antiautoritaire, violemment antimilitariste et anticlérical. Tout cela vaudra à Zo d'Axa de nombreuses poursuites et de la prison. Cela ne l'empêcha pas de poursuivre son oeuvre de dénonciation contre les injustices, le nationalisme, les mascarades électorales mais aussi contre les bagnes d'enfants qui fleurissaient à l'époque.

L'exposition retrace sa vie et son oeuvre par le biais de tableaux, revues, photos, dessins et lithographies

(\*1) - vernissage le jeudi 11 juillet à 18 heures.

### VACHE FOLLE

Le prochain débat à bâtons rompus organisé par le C.D.E.S. de la C.N.T. aura pour thème : VACHE FOLLE ET PROBLEMES AGROALIMENTAIRES. Il sera animé par un compagnon vétérinaire et aura lieu soit autour d'une grillade (sans prions) sur les coteaux de Pech David.

(Rendez vous dans ce cas 7 rue St Rémezy à 19 h 30 pour se rendre sur les lieux) soit, en cas de mauvais temps, au local à 20 h 30.



Le 13 octobre 1909, Francisco FERRER était fusillé dans les fossés de la prison de Montjuich (Barcelone). La bourgeoisie espagnole et surtout l'église catholique lui firent payer de ce prix la création d'un mouvement pédagogique libertaire qui permit à des milliers de petits espagnols d'échapper à l'emprise des écoles religieuses. L'assassinat légal de Francisco FERRER eut un retentissement considérable dans toute l'Europe. Malgré le crime d'Etat, "l'Ecole Moderne" allait continuer de se développer jusque dans les années trente.

A la suite du colloque historique qu'il lui a consacré, le Centre National-Musée J. JAURES (CASTRES) a réuni les principales communications sous le titre "L'AFFAIRE FERRER" dans un fort volume comprenant une importante iconographie (85 francs)

## MARIANO SANJUAN

Notre ami Mariano Sanjuan vient de s'éteindre à Fumel (47). Comme beaucoup parmi les hommes et les femmes qui ont fait la Révolution espagnole, il a vécu pour la C.N.T. et l'idéal libertaire avec constance, courage et générosité. Il aimait à dire qu'un libertaire, qu'un anarcho-syndicaliste est d'abord un humaniste et jamais il ne manquait de tendre une main solidaire dans la lutte contre l'exploitation. Dernier geste d'une vie altruiste, Mariano Sanjuan "el sordete" a légué son corps à la science.

Tous les compagnons qui le connaissaient et particulièrement la rédaction du "Combat syndicaliste" s'associent avec beaucoup d'affection à la peine de sa famille.

F.N.

## Mode d'Emploi

- C.N.T. : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans. • Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse. • A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste". • Les Jeunes Libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T. • N'hésitez pas à prendre contact

• UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• ET UN N° DE TELEPHONE : 61 52 86 48 (répondeur)

• PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :

- C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Section Chômeurs : le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)

- Tables de presse: aux Puces, le dimanche en fin de matinée

## Abonnements

Un an : abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

## RENCONTRES

Les deux mois écoulés ont été riches en rencontres diverses.

Le 1er Mai, nous étions une cinquantaine sur la place Tel-Aviv pour un rassemblement de solidarité internationale dans une des banlieues les plus populaires de Toulouse et nous nous sommes retrouvés un peu plus nombreux encore l'après midi (malgré une pluie fine) pour la traditionnelle grillade.

Nous avons également organisé dans la région plusieurs débats publics sur l'anarcho-syndicalisme en commençant le 2 Mai par la faculté du Mirail, tandis que les week-ends suivants c'était tantôt à Figeac ou à Albi pour finir par Montauban ce 29 juin. A la même date nous rencontrons également les compagnons de la région Aquitaine à Mirande (Gers). Si le nombre de participants a été sensiblement variable d'un endroit à l'autre les débats ont toujours été chaleureux intéressants, constructifs, et se sont parfois poursuivis fort tard dans la nuit. Bonne participation également à la soirée sur le néo-darwinisme le 14 mai à la F.O.L. pour un débat parfois technique (le sujet le voulait) mais qui a certainement ouvert des perspectives.

De nombreuses tables de presse ont permis des échanges et des débats impromptus avec de nombreuses personnes aux puces, mais aussi au Mirail et à Rangueil comme dans les A.N.P.E. de la ville.

Enfin, les enfants de Kiev sont bien arrivés. Les frais de leur voyage ont pu être couverts grâce à l'effort de tous et, par ricochet, s'est créé une nouvelle association, "Humanisport" qui a pour objet de soutenir les initiatives humanitaires. Le C.D.E.S. a remis à l'Association d'Espéranto qui pilotait l'ensemble des opérations un chèque au cours d'une sympathique manifestation de bienvenue organisée à Ste FOY.

# C Nous ne récolterons que ce que nous semerons Perspectives

*Disons-le : l'anarcho-syndicalisme connaît actuellement un nouveau souffle dans le pays. Il commence à s'enraciner dans notre région.*

Dans les villes comme dans les campagnes, dans les secteurs les plus variés, germent de nouveaux contacts. Les rencontres locales et régionales se sont multipliées au cours des derniers mois. Des pratiques s'apprentent à éclore.

Même s'il ne faut pas pêcher par excès d'optimisme, il y a là un bourgeonnement original, riche de potentiel.

La liaison qui s'établit sur l'axe d'un réseau d'entraide et de solidarité entre la section chômeurs-précaires du syndicat intercorporatif de Toulouse et les compagnons ariègeois en est un exemple fertile. Au croisement des débats menés par les compagnons de la collectivité rurale "Los Arénalejos" (qui a plusieurs fois trouvé des échos dans nos colonnes) et des réflexions sur les possibilités économiques locales (notamment le S.E.L.) est né ce projet à deux poumons, l'un "urbain", l'autre "rural". Il repose sur l'engagement de compagnons cénétistes directement concernés. Il peut compter sur le soutien attentif de tous car nous croyons qu'un autre système, basé sur l'égalité, la solidarité, l'écologie sociale est possible. Nous allons essayer, de manière fort terre à terre, de le démontrer à notre échelle.

Comment s'étonner, dès lors, dans ce contexte d'initiatives et de construction que certains militants, issus de groupes divers, commencent à s'interroger ? Ils découvrent qu'il y a une pratique au delà des discours !

Le 1er Mai sur la dalle de Bellefontaine, le 12 Mai place Jeanne d'Arc, quelques-uns ont pris de la graine. En dehors des sentiers battus.

Nous sommes disposés à entamer le dialogue avec eux, dans un esprit d'ouverture. C'est sur la base de rapports humains fraternels que nous les y invitons, en affichant clairement que cela n'exclut ni la critique, ni l'analyse des contradictions (les nôtres comme les leurs) ni la nécessité de tirer les bilans. Nous les invitons même à la préparation de nos actions. Nous n'avons rien à cacher et nous l'avons déjà fait par exemple pour préparer le 1er Mai à Bellefontaine. Si des personnes d'horizon différent ont répondu, aucun groupe ou collectif invité ne s'est manifesté, ce qui est dommage. Car notre action était autrement plus constructive que la sempiternelle parade centrale aux basques de la gauche cassoulet. Mais, nous sommes sûrs qu'ensemble, l'an prochain, nous ferons encore mieux.

A la base, les "anonymes" portent de nouveau des luttes ponctuelles. A la Poste, à Delta-diffusion, à la S.N.C.F. ... les conflits ont repris. Quelque fois larvés mais toujours significatifs. Le syndicalisme e cogestion, de concertation, de collaboration y est sévèrement battu en brèche. Les négociations dans la logique de l'entreprise entre une direction névrosée par les méthodes de "gestion des ressources humaine" et des délégués larmoyants commencent à être repoussées par les plus conscients de la situation actuelle.

A tous ceux qui veulent rester "en dehors", dignes et libres, nous proposons notre perspective : un syndicalisme solidaire, de lutte de classes et le refus des élections cachemisère.

## SECTION UNIVERSITAIRE

*Une section universitaire vient de se créer. Voici un extrait de son texte de présentation :*

Contre une éducation qui reproduit l'exclusion, la compétition et toutes les formes de ségrégation, la CNT et les Jeunes Libertaires ont décidé de créer en commun une section universitaire. La CNT est une organisation syndicale. Elle regroupe donc des salariés et des chômeurs. Les Jeunes Libertaires sont composés de jeunes qui vivent des réalités sociales différentes ( lycéens, étudiants, précaires, descolarisés,...) Ces deux organisations ont en commun un point important : elles représentent et mettent en pratique à Toulouse l'anarcho-syndicalisme. La section universitaire CNT-JL a vocation à regrouper dans une seule structure les étudiants, les IATOSS et les enseignants, ce qui permet de dépasser le corporatisme, d'amorcer un début de solidarité sur la fac et de répondre ainsi à la globalité des problèmes. Notre but n'est pas en effet de nous cantonner à la défense de telle ou telle catégorie mais de lutter contre un système foncièrement inégalitaire, en n'hésitant pas au besoin à remettre en cause le fonctionnement de l'Université et le contenu de l'enseignement. En particulier, nous récusons la tendance de plus en plus forte qui asservit l'université aux entreprises (privatisation rampante).

Notre objectif est de faire que chacun prenne sa vie en main. C'est pourquoi les anarcho-syndicalistes ne se présentent jamais aux élections, ne pratiquent pas le clientélisme ou le "syndicalisme assurance". Nous ne vendons pas de cartes et nous n'achetons pas de voix. Nous travaillons, avec tous ceux qui se reconnaissent dans ces bases, à impulser une dynamique de lutte.

**L**orsque Libé (l'emballage à poissons) titre à la Une de son édition du 7/06/96 "Notat chipe la sécu à Blondel", tout est dit sur le syndicalisme institutionnel, le paritarisme et la démocratie appliquée au monde du travail.

Et Libé, considérant la chose comme tout à fait légitime, d'expliquer que la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnam), que la CFDT s'apprête à diriger "...est un lieu de pouvoir. Le président n'est-il pas à la tête de 600 milliards de francs, de 100 000 personnes ?".

FO, le syndicat de Blondel, l'homme aux 40 000 Francs de salaire mensuel avec Safrane et chauffeur, a trôné durant 29 ans sur la Cnam. Comment ? Grâce au paritarisme ! Le CNPF disposant de 50% des voix et les représentants des salariés des autres 50% (c'est ça la parité, parait-il !), il suffit aux patrons de s'allier au syndicat le plus collaborateur pour obtenir la majorité au conseil d'administration et régner ainsi sur la protection sociale des travailleurs. Le patronat peut ainsi contrôler un organisme social risquant de compromettre ses envies, et le syndicat collaborateur, lui, peut placer ses cadres et les rémunérer, et disposer d'un vivier d'encartés dociles (quand le chef de service est à FO, mieux vaut être à FO). Et tout ce beau monde s'arrange. Un coup c'est le CNPF qui préside et le syndicat qui "vice-préside"; et le coup d'après, c'est l'inverse ! Si le syndicat devient remuant, le CNPF menace de changer de partenaire ! Et si le CNPF a l'humeur gourmande, le syndicat ferme sa gueule pour ne pas perdre ses avantages.

Avec le coup de barre à droite de la CFDT de Notat, le CNPF a trouvé là un partenaire encore plus docile que FO. Notat n'a-t-elle pas expliqué que la réforme de la sécu était nécessaire ? Ce business entre coquins, c'est ce que les journalistes nomment "la recomposition du paysage syndical". Et Libé, avec un cynisme inconscient, de s'interroger gravement: "...au terme

d'un accord informel établi en 1990, les 4 confédérations (hormis la CGT - qui a d'autres filières pour asseoir son pouvoir) s'étaient réparti les présidences des organismes pari-taires. FO avait conservé celle de la Cnam. La CFDT avait reçu la Cnav (vieillesse), la CFTC la Cnaf (famille), la CFE-CGC l'Acoss (banque de la sécu) et le CNPF, l'Ucanss (organisme gérant les personnels de la sécu)". Alors, si la CFDT prend la Cnam, "Qui reprendrait la vieillesse ?".

La question que devrait plutôt se poser le besogneux de Libé, c'est : "Comment un syndicat qui s'allie aux patrons pour obtenir moyens et pouvoir peut-il représenter et défendre les intérêts des travailleurs ? Comment un type qui gagne 40 000 Francs par mois peut-il prétendre parler au nom des smicards et des RMistes ? Et la question que devrait se poser tout syndicaliste de base, c'est : Lors du mouvement de Décembre 95, CFDT et FO cherchaient à défendre les travailleurs ou leur part du gâteau ?"

Les syndicats réformistes ne sont même plus réformistes, ils sont un rouage de la machine capitaliste, un instrument de récupération et d'étouffement des luttes sociales. Les petits nababs des centrales syndicales, les Blondel, Notat et compagnie gèrent leur pouvoir et leurs avantages comme des petits patrons, sur le dos des salariés. Ils n'ont plus pour objectif que de continuer d'exister et de bien vivre malgré l'effondrement du syndicalisme dans le monde du travail.

Les vrais lieux de contestation, de revendication face aux ravages du libéralisme sont déjà ailleurs : squat, coordinations, mouvements associatifs en faveur des sans-logis, des sans-papiers, mouvements de chômeurs, banlieues en feu ... Si les luttes de demain se feront contre le pouvoir, ses flics et ses journalistes, elles auront plus que jamais à combattre ces sangsues de la Sociale que sont les états majors des syndicats réformateurs.

Georges Henein Grup.

## L'Eldorado

Cardoso, président du Brésil est venu en France en Mai, discuter avec Chirac, Matra, EDF et quelques autres. La presse officielle de droite comme de gauche est restée silencieuse. Ni éloge, ni critique. Pourtant, il suffisait de lire la presse brésilienne pour savoir que Cardoso avait peur d'une chose. Que l'on parle de l'Eldorado. L'Eldorado, c'est un lieu-dit quelque part dans l'état du Para, au Nord du Brésil, un croisement entre une route nationale et une route secondaire menant à une vaste propriété appartenant au patron du syndicat des grands propriétaires terriens.

L'Eldo-rado, c'était un lieu de passage pour les 300 familles de la marche des Sans-Terre, qui allaient à Belem (capitale de l'état du Para) demander quelques acres de terre pour survivre comme Cardoso l'avait promis lors de sa campagne électorale. L'Eldorado, c'est un lieu maudit où la police militaire accompagnée de pistoléros payés par les grands propriétaires a stoppé la marche, et massacré ou fait disparaître près de 60 personnes. Et parmi elles, les têtes de file du mouvement des Sans-Terre de l'état du Para. Balle dans la nuque, coup de machette, flics sans matricule, achat de témoins... la routine. Un flic a fini par avouer que les grands propriétaires avaient donné la liste des meneurs et payé quelques milliers de dollars pour stopper la marche.

Quelques lampistes furent condamnés et le Brésil continua sa glorieuse route vers la démocratie libérale. A l'heure où j'écris ces lignes, les journaux brésiliens annoncent dans la rubrique fait-divers un nouveau massacre de 7 Sans-Terre.

Michmich, quelque part au Brésil.

25 juin 96.

Nos lecteurs savent que la C.N.T. a subi, pour plusieurs raisons, une scission en 1993. Nous donnons périodiquement des informations et des explications à ce sujet. Un fait, extrêmement grave à nos yeux, vient de se produire : la signature par la scission d'un tract en commun avec la C.S.L.

Pour ceux qui ne le sauraient pas, la C.S.L., est une confédération syndicale qui se situe dans la mouvance lepéniste.

La scission de la C.N.T., qui a son siège rue des Vignoles à Paris, signe donc un appel avec le syndicat de la droite extrême C.S.L.

Comment en est-elle arrivée à une situation aussi lamentable ?

Erreur de parcours, aléas d'une structure ambiguë, ignorance, bêtise ... il s'agit plus probablement des conséquences logiques de la stratégie menée depuis quelques années par les petits chefs des Vignoles.

Avant d'aller plus avant, il faut souligner que beaucoup d'adhérents des Vignoles (et même une majorité) ne sont certainement pas d'accord avec cette stratégie.

Par exemple, sur le point qui nous intéresse aujourd'hui, je suis persuadé que ces adhérents sont totalement hostiles à l'extrême droite et refusent toute compromission avec des organisations fascisantes quel qu'en soit le "bon" motif qui serait avancé.

Comment se fait-il donc qu'ils acceptent que leur organisation co-signe avec la C.S.L. ?

Je vois à cela plusieurs raisons. Et la première c'est qu'ils n'en sont probablement pas informés !

A ce sujet il convient de rappeler que la scission que nous avons subie s'est faite pour partie à cause des pratiques de mensonge et de manipulation menées par des personnes qui forment actuellement le noyau dirigeant de la rue des Vignoles.

Par exemple, ils nous truandaient sur la réalité de leurs syndicats (afin de pouvoir disposer au Congrès de plus de voix) et occultaient les nouveaux contacts... Je vais donner à ce sujet un exemple que tout le monde peut vérifier et qui concerne - déjà - justement COMATEC.



**CNT**  
Confédération Nationale du Travail  
Syndicat des Transports, Section COMATEC  
33 rue des Vignoles 75020 Paris  
tél : 43.72.89.34 fax : 43.72.87.02



**CSL**  
Syndicat Libre  
CSL du personnel Comatec  
CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS LIBRES

**Grève illimitée,  
la COMATEC va céder**

Depuis le premier janvier 96, différentes primes ont été retirées à des ouvriers du dépôt de Bobigny. Après maintes tentatives d'éclaircissement nous salariés avons finalement décidé de lancer une grève mardi 23 avril. Plusieurs négociations ont cependant été tentées dans la journée avec monsieur Colombo et madame de Sainte Alary (responsable de la Comatec métro). Ceux-ci se sont montrés complètement bloqués à toute solution.

Tous les ouvriers de jour ont donc décidé de partir en grève illimitée. Dans la soirée ils ont été rejoints par la grande majorité des ouvriers de nuit. Tous les camions ont été bloqués.

Les revendications concernent l'ensemble des salariés de la COMATEC, car si les primes sont retirées à Bobigny elles le seront partout ensuite.

Nous demandons donc :

- \* Le respect; plus aucune menace
- \* Le maintien de toutes les primes
- \* La signature d'un avenant avec maintien des primes et poste fixe pour toutes les personnes concernées par la perte du marché du nettoyage des abris de bus.
- \* L'augmentation des salaires
- \* La titularisation de tous les intérimaires
- \* L'arrêt des contrôles outranciers effectués par la RATP

La COMATEC va reculer car elle risque de perdre ses marchés. Nous devons en profiter. Nous, ouvriers de Bobigny sommes très déterminés et sommes partis pour une grève illimitée. Pour que ce conflit soit victorieux, nous allons l'élargir dans le métro. Jusqu'à ce que la direction accepte les revendications légitimes des ouvriers, la CNT et la CSL ont décidé de lancer la grève progressivement à toutes les lignes. Dès le mercredi 24 avril, une ligne sera totalement en grève.

La section de Comatec, c'est justement, depuis plusieurs années le fleuron, la bannière de la C.N.T. des Vignoles. C'est elle qu'on nous a toujours jeté à la figure pour nous montrer l'exemple à suivre en matière d'activité syndicale en entreprise (On nous reprochait de ne pas être assez "syndicalistes").

Or que s'est-il passé en octobre 92 (quelques mois avant la scission) ? Une chose pour nous incroyable : les deux délégués du personnel C.N.T.

de Comatec sont passés à la C.S.L. avec armes et bagage !

Même si elle n'est pas une grosse organisation, la C.N.T. n'est pas, loin s'en faut, sans expérience dans les entreprises. Et c'était la première fois qu'un tel cas se passait. Ce fait aurait dû amener toute la C.N.T. à s'interroger sur la stratégie menée dans cette entreprise. Pourquoi ne le fit-elle pas ? Parce que personne, en dehors d'une petite camarilla, ne le savait !

En effet, les responsables



du syndicat des transports de Paris n'en pipèrent mot à personne, en dehors du cercle des initiés. Et pas une ligne sur ce sujet ne parut dans le *Combat syndicaliste* de l'époque auquel ils collaboraient tous pourtant assidûment, ni dans le *Bulletin intérieur* d'ailleurs!

Ce n'est que par une interview du *Monde libertaire* parue le 6 octobre 93 (soit **un an après les faits**, et alors que la scission était consommée) que nous avons eu ouvertement connaissance de ce fait. Jusque là le mensonge par omission avait été la règle officielle.

Celui qui subodorait (car les doutes commençaient à circuler) une embrouille à COMATEC et osait poser une question rue des Vignoles se heurtait aux dénégations les plus absolues et à un flot d'injures virulentes s'il insistait...

Pour comprendre la suite, il faut remarquer que, dans l'article du *Monde libertaire* déjà cité, le responsable des Vignoles qui avouait les faits ne les condamnait pas du tout, trouvant même des excuses.

La signature d'un tract entre la C.N.T. et la C.S.L. se situe dans cette logique.

A un tel niveau d'interpénétration (passage d'élus d'une organisation à l'autre sans aucune critique puis revendications et signatures communes...) aucune justification n'est permise.

Je pense que la majorité des adhérents des Vignoles est aujourd'hui victime de la même situation que nous avons connue en octobre 1992 : Aujourd'hui comme hier la camarilla dirigeante ne dit pas la vérité quand elle est gênante pour elle.

Pourtant la presse des Vignoles est toujours pleine d'informations sur COMATEC. Mais c'est pour donner des nouvelles du développement de la section, dénoncer la répression ou lancer des appels financiers. Jamais les informations sur le tract ni sur le retournement des élus n'ont été portées à la connaissance de leurs lecteurs ! C'est d'ailleurs pourquoi il faut le

faire ici : pour tenter de faire tomber le mur du mensonge.

Pour élargir mon propos je crois que tout ceci est la conséquence de plusieurs facteurs :

- une pratique électoraliste : faute de militants et d'adhérents, pour faire du nombre, on va chercher l'électeur et tant pis si l'élu "C.N.T." passe à la C.S.L., à la C.F.T.C. (ça vient d'arriver semble-t-il à la F.N.A.C.) ou ailleurs... C'est une pratique déplorable aux conséquences lourdes. (Je rappelle que si la scission se présente aux élections, la C.N.T., dans laquelle je milite rejette toute participation au cirque électoral),

- le refus du syndicalisme dit d'opinion : toujours pour faire nombre, dans les sections d'entreprise les responsables des Vignoles parlent au minimum de la dimension idéologique de la C.N.T.. Ils ne discutent pas du fond, préférant en rester au très court terme. Je pense qu'au contraire, pour éviter toute confusion, la C.N.T. doit afficher clairement qu'elle est anarcho-syndicaliste y compris et surtout dans l'entreprise,

- des pratiques anti-libertaires dans l'organisation : centralisme, prise de pouvoir, base tenue dans l'ignorance, soutien indirect apporté par la presse de la scission à l'un de leurs ex-responsables nationaux se présentant aux dernières élections municipales... et j'en passe. Pourtant, le fédéralisme, les décisions prises en assemblée, les mandats

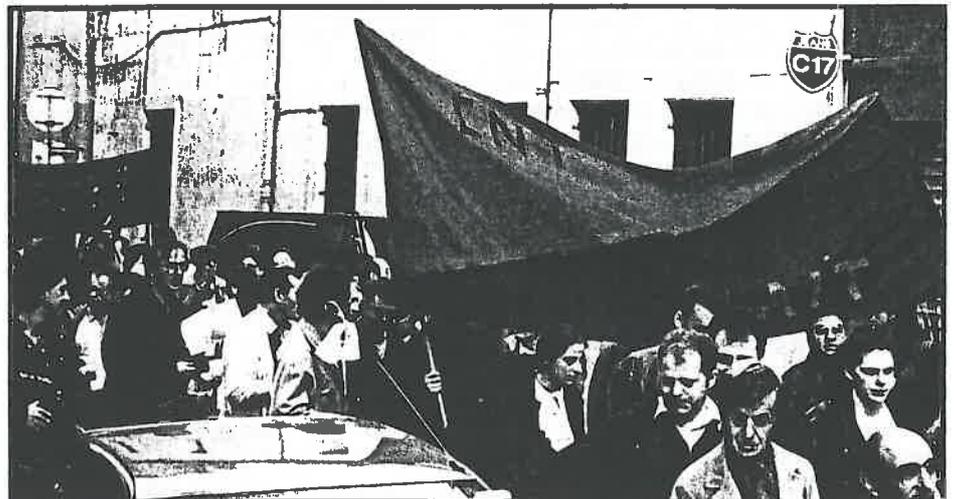
précis et révocables, l'absence de participation aux élections... ne doivent pas être seulement des slogans pour attirer le gogo mais s'incarner dans la réalité quotidienne de la C.N.T.

J'ajouterais pour finir que l'alliance C.N.T.-C.S.L. à Comatec n'est ni anecdotique ni isolée. C'est pourquoi elle est encore plus grave et doit être récusée. A Rome, aussi des pseudo "syndicalistes révolutionnaires", scissionnistes de l'U.S.I., viennent de passer une alliance ouverte avec un syndicat fasciste.

Pour ma part, je ne veux plus avoir de contact avec une organisation qui fricote avec l'extrême droite et je crois que les adhérents de la scission des Vignoles doivent connaître la vérité sur ce qui se trame en France et en Europe. Il serait en effet incohérent qu'ils manifestent à Versailles, comme ils ont su le faire, contre les commandos d'extrême droite, alors que d'autres passent des alliances en leur nom avec cette même extrême droite dans une entreprise à Paris!

En Italie, un courant se revendique maintenant d'un syndicalisme "**de toutes les couleurs**" (rouge, noir, rose, blanc, vert mais aussi **brun**), d'autres d'un syndicalisme incolore. Pour ma part, j'ai choisi le syndicalisme noir et rouge.

J'espère qu'avec les éléments d'information apportés ici nombreux sont ceux qui feront un choix identique.



Manifestation du 1er Mai à Perpignan.

La décision du gouvernement de supprimer 600 emplois à l'arsenal de Tarbes a créé une vive émotion parmi la population. Cette entreprise est en effet l'élément industriel le plus important du bassin tarbais. Appartenant au groupe GIAT INDUSTRIE, l'arsenal de Tarbes fabrique du matériel militaire très sophistiqué et notamment des tourelles du fameux char Leclerc. Il a connu des hémorragies importantes dans le passé récent : regroupant plus de 3 000 salariés il y a quelques années à peine, il n'en compte que 1 500 actuellement.

## CAP SUR LE CONSENSUS

L'annonce du nouveau plan de réduction des effectifs a donné lieu le 12 juin dernier à un rassemblement consensuel orchestré par la Municipalité de Tarbes et son Maire communiste, les parlementaires, l'évêque de Tarbes, les partis politiques et les syndicats tous confondus, les associations de commerçants...

Grande fête assurée : entrée gratuite pour tout le monde. Au programme : défilé en ville, lâcher de ballons, pique-nique, grillades, musique... Menu du jour :

- 1) maintien et consolidation des activités du GIAT de Tarbes,
- 2) négociations immédiates entre gouvernement, représentants de l'Etat, élus locaux et syndicats,
- 3) maintien à Tarbes des régiments de parachutistes.

La municipalité P.S.-P.C.-Radicaux a fait signer des pétitions sur ces trois revendications avec l'appui de tous les syndicats.

La droite locale insistait sur le fait qu'il "était important de se retrouver dans un consensus" et le ministre Douste-Blazy (Maire de Lourdes à l'occasion) affirmait dans la presse : "Je note avec plaisir que nous faisons tous corps, au delà des clivages politiques".

## LA PAIX PAR LES ARMES

Le P.C.F., dans un tract, après ses couplets nationalistes habituel sur la défense nationale et sur le rôle essentiel de "nos

forces armées, réclamait la construction à Tarbes d'un nouveau "Véhicule Blindé Modulaire"... alors que quelques semaines auparavant les militants communistes du Mouvement de la Paix organisaient une "grande messe" pour le désarmement en présence du très médiatique *Monseigneur Gaillot*.

## L'INTERVENTION DE LA C.N.T.

Seule voix discordante au milieu de cette chorale d'unanimité : celle de la C.N.T. Dans un tract, notre syndicat replaçait les choses dans leur véritable contexte.

Dénonçant l'attitude de ceux qui parlent de la paix mais réclament la construction d'engins de mort et le maintien des régiments de parachutistes dans la ville, la C.N.T. insistait sur le fait que l'avenir ne pouvait plus être envisagé ainsi et réclamait la conversion des industries d'armement en productions d'intérêt général : "Aucun humaniste digne de ce nom ne peut regretter la réduction de toute production d'armes de destruction. Mieux vaut construire pour la vie que pour la mort, bordel!"

## ASSEZ D'ESBROUFFE!

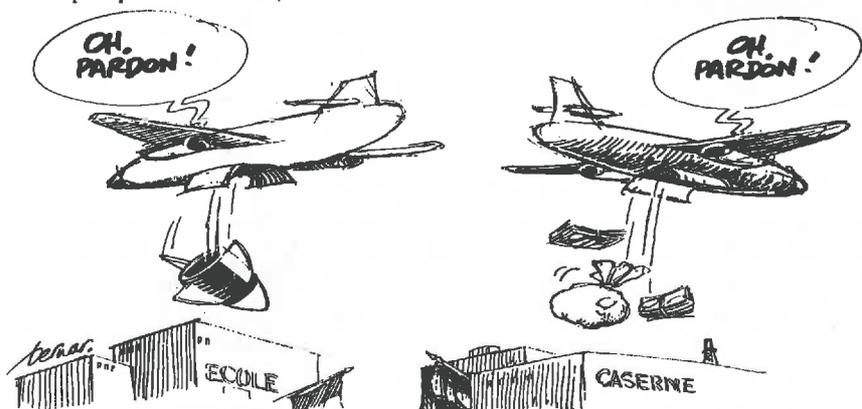
Rappelant le sabotage du mouvement de décembre 1995 par les bureaucraties syndicales autour de la table de négociations bidon d'Alain Juppé, la C.N.T. indiquait : "Quoi qu'en disent les syndicats, la pente sera dure à remonter et nous pensons qu'ils vont avoir du pain sur la planche pour regagner la confiance des salariés !". Elle insistait enfin sur le fait que la résolution des problèmes ne dépendra jamais de négociations entre gouvernement, parlement et élus locaux mais de l'intervention directe des salariés.

## UN ECHO RETENTISSANT

Si l'intervention de la C.N.T. a peiné sérieusement les organisateurs de cette jolie kermesse, son tract a reçu par contre un écho très favorable auprès de la population, y compris parmi les arsenalistes menacés par le projet gouvernemental.

Elle a montré qu'un autre discours était possible, qu'un autre futur pouvait être imaginé, débarrassé à jamais du capitalisme et de ses vieux démons.

C.N.T.-ALT. TARBES



## SOMPORT:

## IL FAUT CONTINUER EN ETANT RESPONSABLES ET COHERENTS

Le 18 mai dernier, le Collectif contre l'axe E 7 et le Tunnel du Somport organisait une manifestation contre le tunnel: 2 000 personnes contre 10 000 en 1993 ... La C.N.T. de Pau, épaulée de copains de Toulouse, Bordeaux, Tarbes et Bayonne était pour sa part présente avec un cortège et un tract, histoire de rappeler notre position et de continuer la lutte sur des bases plus saines.

Nous avons clairement fait le constat que personne ne veut faire: il y a une démobilitation et, si les stratégies mises en place perdurent, nous allons droit dans le mur. Quels ont été les axes de la lutte? La presse, les recours juridiques et une alliance politique avec les partisans du rail. Jamais on ne s'est adressé aux habitants, jamais on ne leur a laissé l'initiative ... et on s'étonne du manque de répondant dans la vallée? Comment se seraient-ils reconnus dans un discours qui ne leur a jamais été adressé? Et rien de cohérent n'a été dit ou fait.

On a proposé le ferroutage

majorité des chasseurs et que peu de temps auparavant ils s'étaient opposés au "Plan ours". Par contre, on n'a pas parlé des nuisances pour les habitants ni des expropriations pour les agriculteurs. Il ne s'agit pas de cacher le problème des ours. Il s'agit d'avoir des priorités pour mener une lutte avec les premiers concernés.

Nous avons aussi dénoncé l'irresponsabilité des militants à l'heure actuelle. Le collectif et la Coordination autonome se font la guerre. Ils se boycottent mutuellement et organisent des actions en concurrence! Les militants des deux associations ont laissé tomber des gens face à la répression sous prétexte qu'ils ne sont pas d'accord avec eux dans les stratégies. L'été dernier par exemple, seule la C.N.T. était là pour assurer un soutien à Eric Pétetin lors de sa dernière condamnation. Nous n'avons pourtant jamais caché nos désaccords avec lui comme avec d'autres. Mais il y a des moments où il faut savoir faire bloc pour dénoncer l'inacceptable.

Aujourd'hui, alors que cer-



pour se rallier les partisan C.G.T. du rail, le Creloc (qui au départ disait "La route d'accord, le rail d'abord"), sans même poser la question de l'utilité d'aller plus vite dans les Pyrénées et à quel prix. On accepte les lois du système.

On a parlé des ours sans se soucier que les habitants sont en

tains pensent déjà à changer de lutte pour trouver quelque chose de plus médiatique, il serait bon que les militants sincères et honnêtes discutent enfin de ce que nous avons toujours proposé depuis le début: une stratégie claire, axée vers les premiers concernés.

Jipé

Comme chaque année, le Premier Mai a été partout en France l'occasion de manifestations pour les syndicats CNT-AIT. A noter en particulier:

- Manifestation originale à St NAZAIRE où la C.N.T. avait choisi d'inaugurer deux statues représentant l'une la main du capitalisme oppressant le monde, l'autre une victime. Une prise de parole a ensuite eu lieu "*propos riches en couleurs et en images contrastant avec la teneur des discours syndicaux*" note le quotidien local avant que la manifestation ne se termine par des chants de la Commune.

- En Aquitaine, le Premier Mai a été l'occasion de la sortie d'un *quatre pages* bilan du mouvement de cet hiver, centré sur le travail précaire et la défaillance des syndicats traditionnels. Une manifestation autonome, en marge du cortège officiel a eu lieu à Bordeaux.

- A Bayonne, la manifestation cénétiste était placée en pratique sous le signe de la solidarité internationale puisque la C.N.T. de Biscaye (Espagne) s'était jointe au cortège de nos compagnons.

- Toujours en signe de solidarité internationale avec les exploités, la C.N.T. a laissé le centre ville de Toulouse au cortège officiel pour organiser un rassemblement autonome dans une des banlieues les plus populaires. C'est au Mirail-Bellefontaine (52000 habitants, 30 % de chômeurs, 17 % d'emplois précaires, 40 nationalités) que les militants de la C.N.T. ont échangé pendant plus de deux heures avec de nombreux habitants du quartier.



## NORMANDIE BRETAGNE

• Le syndicat C.N.T.-A.I.T. de la MANCHE dont nous annonçons la création dans notre précédent numéro nous fait connaître son adresse : C.N.T.-A.I.T., Boîte Postale 509, 50305 AVRANCHES CEDEX.

Le travail de propagande a déjà démarré, en particulier sur les quartiers populaires. Une action sur le thème du logement a été menée auprès des H.L.M. Le syndicat sera régulièrement présent sur les marchés d'Avranches et de Granville.

• L'adresse du syndicat de Rouen, dont l'affiliation à la C.N.T. était également annoncée dans notre dernier journal est : C.N.T.-A.I.T., c/o C.E.S., Boîte Postale 4202, 76723 ROUEN Cédex.

## AQUITAINE

L'Union Régionale Aquitaine porte à votre connaissance la constitution du Syndicat Intercorporatif C.N.T.-A.I.T. de CADILLAC (Sud de la GIRONDE) et la réactivation du Syndicat Intercorporatif C.N.T.-A.I.T. des LANDES (40).

## REGION PARISIENNE

• A CORBEIL (Essonne), la C.N.T. a dénoncé un nouvel accident du travail. Un travailleur de l'E.I. (Entreprise Industrielle) est en effet mort au contact de la caténaire de 1500 v dans la nuit du 29 au 30 mars sur le triage de Villeneuve St Georges (94).

Cette entreprise privée travaille en sous-traitance pour la S.N.C.F. et, avec sa bienveillan-

ce, se permet de faire travailler les gens sur des installations de sécurité très sensibles, sans être trop regardante sur la qualification de son personnel.

L'intérimaire qui travaillait avec l'employé décédé connaissait-il les risques électriques et ferroviaires ? Pouvait-il réellement servir de boucle de rattrapage ? (aptitude à éviter ou rattraper une manoeuvre erronée ou accidentelle de son coéquipier).

Combien d'entreprises travaillant pour le compte de la S.N.C.F. le font en toute sécurité ? A plusieurs reprises déjà, sur les travaux de la bifurcation de Créteil, de gros incidents s'étaient produits, heureusement sans mort d'homme. Qui en a tenu compte ?

En fait, cet accident, comme beaucoup d'autres, est la conséquence de la politique de sous-traitance exacerbée faite sur le dos des travailleurs qui doivent fournir un rendement supérieur pour une paye allégée et ceci sans formation, ni sécurité, prétexte du chômage aidant.

Dépassons les corporatismes. Privé-S.N.C.F., même formation, même sécurité.

Embauche immédiate par la S.N.C.F. de tous les personnels en sous-traitance et hors statuts.

## MEDITERRANEE

• PERPIGNAN. Le 9 Mai, après plusieurs semaines de préparation, la C.N.T.-A.I.T. a organisé à l'Université de Perpignan une rencontre-débat sur le thème de "l'éducation libertaire". Deux grandes remarques à ce sujet : d'une part il s'agissait d'une première manifestation officielle dans le cadre universitaire en prolongement des luttes de novembre-décembre dernier, d'autre part l'Union locale a tenu à donner à ce travail sur l'éducation un prolongement concret par la mise en place d'ateliers d'entraide et de

formation. Il s'agit de réseaux d'échanges de savoirs et de services, en dehors de l'économie marchande qui peuvent constituer des réponses solidaires à des besoins accrus en période de crise et qui sont également le témoignage vivant, exemplaire, d'un autre type de relations sociales. La C.N.T. se doit d'être une force innovante, une force de proposition dans un environnement qui se caractérise par la frilosité et la "pensée unique".

(Un compte-rendu du débat est disponible sur demande auprès du journal)



EST

A propos de la récente réunion du G.7 à Lyon, la C.N.T. du Doubs a réalisé un "quatre pages" articulé autour de deux grands axes : l'analyse des conclusions de la réunion du G.7 à Lille (qui débouchait sur la flexibilité et la précarité), la situation au Nord comme au Sud (qui repose sur une même logique : l'exploitation). Ce texte se conclut par une critique des replis nationalistes qui ne tendent qu'à mettre en place des régimes ultra-réactionnaires ainsi que des mouvements de "libération nationale" qui ne proposent de fait que de nouveaux Etats.



# INTERNATIONAL

## CHILI: SOLIDAIRES DES MINEURS

Pour protester contre le licenciement de 97 travailleurs, les mineurs de LOTA sont en grève. La situation est très dure pour le 1 500 travailleurs qui occupent la mine (en majeure partie sous la mer) et les bureaux de l'entreprise ENACAR en ville. Plusieurs travailleurs font également la grève de la faim et de la soif. Six d'entre eux ont été expédiés aux urgences sur ordre du gouvernement. En soutien à la grève des mineurs il y a eut une journée ville morte avec fermeture des routes à l'aide de barricades ainsi qu'une grève dans les mines de charbon de LEBU et CURANILAHÉ. La grève illimitée est en train de s'étendre à toute la région à partir des trois villes mentionnées (5 mines au total, soit environ 4 500 mineurs). Alors que la municipalité veut négocier avec le gouvernement, les grévistes refusent toute négociation qui n'aurait pas pour préalable la réintégration de tous les travailleurs licenciés.

Il est indispensable de soutenir les grévistes. Des manifestations de protestation vis-à-vis des représentations officielles du Chili seront appréciées ainsi que le soutien matériel : 25 marmites collectives permettent aux occupants des puits de se nourrir. La solidarité internationale doit permettre au mouvement de continuer jusqu'à la victoire.

Infos des groupes pro-A.I.T. de  
Concepcion et de Santiago. Pour contact :  
C.N.T., B.P. 1142, 34008 Montpellier Cédex 1

## RESISTANCE AU TENNESSEE

Les travailleurs Noirs de l'entreprise CARTA de CHATTANOOGA surnomment cette compagnie de bus "la plantation" parce qu'ils considèrent qu'ils y sont traités comme des esclaves.

En 1992, un employé Noir, James Jones, était renvoyé parce que sa femme était une militante des droits civiques. "Le Combat Syndicaliste" a rendu compte l'année passée des diverses actions entreprises et des difficultés que continuent de rencontrer les employés Noirs de Carta.

Ralph Williams a été de ceux qui ont porté en justice leur conflit avec la compagnie. Depuis, la direction lui voue une haine éternelle et tente par tous les moyens de le licencier. Elle le fait suivre sur son

trajet de bus, l'agresse verbalement sur sa radio de bord et sort un tas de rapports disciplinaires sur son compte, ce qui lui fait perdre une partie de son salaire.

Son exemple est contagieux, d'autres employés le rejoignent et portent plainte à leur tour, dont des femmes qui se sont vu refuser de l'avancement en 94 dans l'entreprise parce qu'elles étaient des femmes et des femme Noires. Certaines d'entre elles ont subi des pressions sexuelles de la part du président du syndicat maison et du vice-président de la boîte. Ralph contacte alors des groupes militants des droits civiques et des organisations syndicales comme la Workers Solidarity Alliance (affiliée à l'A.I.T.). Bien que les travailleurs abandonnent leurs accusations contre la direction et se résignent il s'est créé le Syndicat des conducteurs de bus de Chattanooga afin d'amplifier la lutte. Ce n'est manifestement pas du goût de tout le monde, car le 5 janvier 1996 un incendiaire met le feu à la maison de Ralph. Fort heureusement, il était absent à ce moment-là. Mais le F.B.I. et la police refusent de poursuivre les recherches alors que l'enquêteur des pompier a conclu à un incendie criminel, et qu'il est de plus en plus évident que cet acte a été commandité.

Les travailleurs Noirs de Carta ont besoin de l'aide de tous :

Envoyez vos protestations au directeur de Carta : Tom DUGAN / CEO CARTA / 1716 WILCOX AVENUE / CHATTANOOGA / TN 37405 / USA - Fax : 19 - 1 / 615 / 698-2749

On peut aussi écrire directement à Ralph WILLIAMS, 2506E street / Chattanooga / TN 37404 / U.S.A.

Infos de la Workers Solidarity Alliance, affiliée à l'A.I.T. ( U.S.A. )

## ESPAGNE: FRANCO PAS MORT

Douze militants de la C.N.T. espagnole ont été arrêtés fin avril à Madrid, après que la police ait forcé les portes du local syndical dans une opération qui rappelait les heures sombres du franquisme.

Pour la C.N.T. d'Espagne, ces événements ne sont rien d'autre qu'une conséquence de la répression qu'elle a à subir constamment du fait qu'elle maintient des positions syndicales critiques et indépendantes. Quelle que soit la répression, la C.N.T. continuera dans sa ligne de rejet frontal de relations syndicales traditionnelles qui, jour après jour, détériorent la vie des travailleurs et des travailleuses

Bien que les copains aient été relâchés, la C.N.T. demande que des protestations soient envoyées à :  
PRESIDENCIA DE GOBIERNO  
COMPEJO DE LA MONCLOA  
28071 MADRID - ESPAGNE